

Polémiques sur la grande distribution

L'essor du commerce équitable ces dernières années s'est accompagné de polémiques récurrentes entre les différents acteurs de la filière, relayées et parfois lancées par des observateurs. La question de la grande distribution a tenu une place centrale dans ces débats : le choix des grandes enseignes de distribuer des produits labellisés était-il une simple question d'image ? Et les associations qui animent le cœur de la filière devaient-elles entrer dans ce jeu ?

Deux livres sont associés à cette polémique : *Les Coulisses du commerce équitable* de Christian Jacquiau (Éditions Mille et une nuits, 2006) et plus récemment *La Face cachée du commerce équitable* de Frédéric Karpyta (Bourrin, 2009). L'un et l'autre ont été contestés pour leurs sources ou la partialité de leur approche, mais ils n'en posent pas moins des questions de fond.

« La grande distribution ne joue absolument pas le jeu », affirme le journaliste Frédéric Karpyta, expliquant que les chaînes de supermarchés n'utilisent le commerce équitable que pour améliorer leur image. À ses yeux, l'association Max Haavelar porte une part de responsabilité dans cette démarche, en permettant aux enseignes de commercialiser des produits qui ne se conformeraient au label Max Haavelar que d'une façon minimaliste, pour ne pas dire trompeuse. L'économie générale de la chaîne de production ainsi labellisée ne serait guère différente des autres, la rémunération des producteurs du sud restant très marginale dans le prix payé par le consommateur (de l'ordre de 2%), au profit d'intermédiaires se contentant de faire des affaires et ne menant aucune action sur le terrain.

À ce modèle économique, Frédéric Karpyta oppose celui des réseaux intégrés (Minga ou Artisans du Monde), qui mèneraient une action plus ambitieuse et s'en donneraient les moyens en contrôlant l'ensemble de la chaîne ; une démarche à même de créer des relations durables avec les producteurs du sud. La grande distribution, au contraire, mettrait ces producteurs en concurrence : logique quand on mène des affaires selon les critères habituels, cette mise en concurrence serait contraire à l'esprit du commerce équitable.

Cette critique n'émane pas seulement de journalistes ; elle a été reprise par certains acteurs comme Emmanuel Antoine, président du réseau Minga, qui rappelle que les produits du commerce équitable ne sont pas des produits comme les autres (Emmanuel Antoine *et alii* : *Vers un commerce équitable*, Minga, 2007). D'autres acteurs insistent sur les comportements inéquitables des entreprises de la grande distribution à l'égard de leurs propres salariés et ses fournisseurs, qui poseraient un problème de cohérence. Les consommateurs en somme s'achèteraient une bonne conscience en laissant fleurir des injustices sous leur nez.

Du côté de Max Havelaar, on répond en expliquant que si les problèmes des salariés européens et des fournisseurs de la grande distribution sont bien réels, il existe d'autres organisations, comme les syndicats de salariés et les organisations d'exploitants agricoles, pour traiter ces problèmes. Max Haavelar insiste aussi sur l'importance d'accroître les volumes de ventes au nord, seul moyen de changer réellement la situation des producteurs du sud : dans ces conditions, et pour sortir de la confidentialité, les chaînes de grande distribution sont un partenaire qu'on ne peut ignorer.

En prenant un peu de champ, on peut adopter deux points de vue.

Tout d'abord, il y a une légitimité dans les questions posées : certains principes comme la durabilité des relations et le travail de formation risquent d'être laissés de côté par des acteurs habitués à traiter des affaires avec une certaine rudesse. S'il n'est pas illégitime d'investir le champ de la grande distribution, une certaine exigence devrait être de mise et il n'est pas certain aujourd'hui que ce soit le cas.

Ensuite, on ne peut s'empêcher de percevoir dans ces attaques contre l'acteur dominant du secteur (Max Haavelar) une façon de rejouer la concurrence en la situant dans le domaine idéologique et en faisant primer la pureté. Ce type de démarche, bien connu des sociologues des mouvements sociaux, contribue sans aucun doute à informer les prises de position des acteurs

minoritaires. Sans être totalement aveugles quant aux enjeux de ces polémiques, on peut, plutôt que de les déplorer, relever que les désaccords persistants sont aussi un signe de vitalité démocratique... et de stimulation de la concurrence !